

Au-delà de la route, un certain **vivre ensemble**

La Fédération des motards en colère (FFMC) inscrit ses luttes et revendications dans une démarche résolument citoyenne. Témoin sa signature, à l'invitation de la LDH, du Pacte pour les droits et la citoyenneté.

Fédération française des motards en colère (Bureau national)

La raison d'un article des Motards en colère dans *Hommes & Libertés* trouve son origine dans une rencontre entre Dominique Guibert, secrétaire général de la LDH, et deux élus de la Fédération française des motards en colère (FFMC), en janvier dernier.

Nous étions venus y aborder la signature, par notre mouvement, du Pacte pour les droits et la citoyenneté ⁽¹⁾, et témoigner de notre volonté de créer des rapports durables et constructifs avec la LDH. Contrairement à celle-ci, les combats de la FFMC concernent une population ciblée. En effet, elle défend, sans corporatisme, les usagers de deux et trois roues motorisés («2RM»), et favorise leur intervention en tant que citoyens. Ces dernières années, elle est intervenue principalement sur le sujet de la sécurité routière, lequel constitue trop souvent un faire-valoir électoral au sein des partis politiques.

Mais derrière la sécurité routière, il y a un sujet plus vaste et plus sociétal qu'il n'y paraît : celui de la liberté de circulation, du partage de la route, du vivre ensemble, de l'éducation des plus jeunes. En tant que mouvement politique non partisan, c'est sur cet angle que la FFMC se place, et c'est la raison pour laquelle elle a été sensible à l'initiative du Pacte pour

« En tant que citoyens, nous sommes farouchement opposés à toute forme de discrimination, de corporatisme. Notre association défend tous les usagers des 2RM, certes, mais au-delà elle promeut une vision différente de la route : celle-ci doit être «partagée».

les droits et la citoyenneté. Tout d'abord dans les droits : le droit à ce que les motards soient considérés comme usagers de la route à part entière ; le droit à la différence, et celui de pouvoir emprunter des infrastructures routières sans discrimination aucune.

Notre différence fait souvent peur, a fortiori parce que la FFMC possède ses codes, ses habitudes ; parce qu'elle ne sombre pas dans la victimisation et préfère s'exprimer, usant de son droit de manifester et de revendiquer. Parce qu'elle dénonce, aussi, des politiques iniques basées sur des manipulations visant à discriminer une catégorie d'usagers, pour justifier une répression abusive et disproportionnée. Ce faisant, elle fait régulièrement reculer des gouvernements de tous bords.

Une vision différente de la route

Nous affirmons par ailleurs que la sécurité routière constitue un outil idéal de manipulation de l'opinion publique, grâce à des discours culpabilisants, promettant le saint-Graal du risque zéro. Le slogan de la sécurité routière parle pour lui : « *Tous responsables !* » Les personnes s'y opposant étant tout de suite taxées de criminelles, clouées au pilori du conformisme, privées de leur droit à espérer une alterna-

tive. Cette politique transforme le « tous responsables » en « tous coupables ».

Quant à la citoyenneté, elle fait partie intégrante de notre mouvement. Nous prenons part au débat politique avec la légitimité qui est la nôtre, acquise par trente ans de lutte et de militantisme, et n'avons de cesse que de développer l'engagement citoyen de nos militants. Le but principal : sensibiliser au danger de la pensée unique, et ne pas avoir peur du débat et des échanges d'idées.

En tant que citoyens, nous sommes farouchement opposés à toute forme de discrimination, de corporatisme. Notre association défend tous les usagers des 2RM, certes, mais au-delà elle promeut une vision différente de la route : celle-ci doit être «partagée». Cette idée pourrait s'accorder parfaitement avec la notion de «vivre ensemble», si mise à mal actuellement. Nous le promouvons d'ailleurs comme un investissement, grâce à notre programme d'éducation routière de la jeunesse, agréé par l'Éducation nationale.

Nous faisons aussi résonner cette notion de citoyenneté dans un univers bien plus large que la route. Nous affichons notre attachement aux valeurs de l'économie sociale et solidaire. La FFMC a ainsi créé, il y a trente ans, l'assurance Mutuelle



Le traitement de la mortalité routière est envisagé de la même manière que la résolution d'autres « problèmes » qui touchent à la liberté, l'égalité et la fraternité; on suit les mêmes schémas éculés.

d'une approche corporatiste, en défendant uniquement les usagers casqués. Mais, comme dit précédemment, nous promouvons une autre vision de la société, plus solidaire et plus égalitaire.

Liberté, égalité, fraternité pour les « 2RM »

Nous pouvons comprendre que la problématique Zapa, mise en perspective avec des tensions autrement plus dramatiques en France et dans le monde, puisse sembler anodine. Cependant, nous sommes convaincus que la liberté de tout un chacun doit rester un combat de tous les jours, quelles que soient les atteintes dont celle-ci est l'objet. La FFMC compte jouer son rôle de lanceur d'alerte sur ce sujet qui concernera, dans quelques mois, des millions de personnes⁽²⁾. Et, bien sûr, dans cette période électorale, la FFMC fera entendre sa voix sur son choix de société, et interpellera les candidat(e)s.

Le parallèle entre nos deux associations nous paraît ainsi évident, tant le traitement de la mortalité routière procède de la même manière et suit les mêmes schémas éculés que la façon dont est envisagée la résolution d'autres « problèmes » qui touchent à la liberté, l'égalité et la fraternité. Avec notre focale « réduite » à la défense des droits des usagers de 2RM, nous déclinons ainsi le triptyque :

- la liberté de circulation et de choisir son « moyen » de circuler ;
- l'égalité entre les différents usagers de la route, par la reconnaissance des spécificités de chaque moyen de transport ;
- la fraternité par la formation, qui permet l'échange des connaissances, par le partage de la route et la solidarité.

Il est enfin évident, pour nous, que l'acceptabilité passive d'une répression routière outrancière et injustifiée ouvre la porte et sert de test à une répression généralisée, à une surveillance accrue des citoyens de ce pays. ●

des motards. Cette démarche économique et humaniste a l'ambition de porter nos valeurs au-delà de notre simple domaine d'activité. Dans la même logique, les éditions de la FFMC et *Moto magazine* ont vu le jour. Le but, manifeste : notre liberté ! La liberté de pouvoir disposer, par notre structure d'assurance, de données précises sur la pratique du 2RM, de pouvoir les communiquer en toute indépendance, et révéler ainsi les nombreux mensonges politiques nous concernant.

Débat citoyen autour des « Zapa »

La FFMC est aujourd'hui forte de quatre-vingt-trois antennes départementales, jusqu'à l'outre-mer, et touche, via ses différentes structures, près d'un million d'usagers. Mouvement contestataire et subversif, la Fédération est aussi force de proposition. Face aux dogmes politiques qu'elle combat en toute indépendance, elle propose des alternatives viables et éprouvées. L'autre raison de notre rencontre avec D. Guibert était d'alerter la LDH sur le risque réel d'une atteinte prochaine à la liberté de circulation, par la mise en place des zones d'action prioritaire pour

l'air (Zapa). Ces zones auront pour but d'interdire l'accès en ville aux véhicules les plus polluants. Ses défenseurs prétendent lutter contre les rejets polluants, responsables, selon l'OMS, de quarante-deux mille morts par an.

Dans cette optique, la France a prévu des restrictions de circulation bien plus sévères que ses voisins européens. Tous les véhicules anciens seront touchés. Comment feront les personnes n'ayant ni la capacité à changer de moyen de locomotion, ni la possibilité de se déplacer en transports en commun ?

Pour la FFMC, ce choix gouvernemental est discriminant, arbitraire et inefficace. Mais il aura surtout pour but de sacrifier la liberté de circulation des plus défavorisés sur l'autel d'une sacro-sainte écologie, et il n'aura pour d'autre finalité que l'instauration de péages urbains à l'entrée des villes, à grand renfort d'outils de vidéosurveillance.

Peu de médias et pratiquement aucun politique n'abordent ce projet qui, pourtant, créera une réelle discrimination par l'argent et le rang social, sans pour autant n'avoir aucun effet sur la pollution qu'il prétend combattre. La FFMC aurait pu se contenter

(1) Le « Pacte citoyen pour les droits et la citoyenneté » réunit, autour de la LDH, plus de cinquante organisations. Il constitue un ensemble de propositions pour la promotion des droits, pour une issue positive à la crise économique, politique et environnementale que nous vivons aujourd'hui. L'année 2011 a été largement consacrée à faire connaître ce Pacte. Voir www.pactecitoyen.org.

(2) Voir <http://tinyurl.com/c2brwh5> pour consulter le dossier complet des Zapa en France et en Europe.